

A Blanquefort, la CGT annonce vouloir assigner Ford en justice

Reuters Staff

Le syndicat CGT de l'usine Ford de Blanquefort en Gironde qui fermera ses portes à la fin du mois d'août a annoncé mardi son intention d'assigner Ford en justice pour dénoncer "l'absence de motif économique" dans cette décision. /Photo d'archives/REUTERS/Régis Duvignau

BORDEAUX (Reuters) - Le syndicat CGT de l'usine Ford de Blanquefort en Gironde qui fermera ses portes à la fin du mois d'août a annoncé mardi son intention d'assigner Ford en justice pour dénoncer "l'absence de motif économique" dans cette décision.

Le syndicat majoritaire dans l'usine Ford Aquitaine Industries (FAI), spécialisée dans la fabrication de boîtes de vitesse automatiques qui employait 850 salariés, donnera jeudi une conférence de presse en présence de ses avocats pour expliquer sa démarche, apprend-dans un communiqué.

"Nous saisissons la justice dans le prolongement logique de la bataille menée tous ces derniers mois contre la fermeture de l'usine et pour la sauvegarde des emplois directs et induits dans la région. Nous dénonçons l'absence de motif économique qui justifierait cette fermeture et aussi l'abus de Ford refusant de laisser son usine à un repreneur qui existait et qui pouvait assurer la continuité de l'activité", précise la CGT.

PUBLICITÉ

Après des mois de bataille, souvent avec le soutien du gouvernement, la CGT majoritaire dans l'usine a dû admettre que rien ne pourrait faire revenir le constructeur américain sur sa décision annoncée en février 2018, rendue définitive depuis l'homologation le 5 mars dernier par l'administration du Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE).

Considéré comme "crédible" par le ministre de l'Economie et des finances Bruno Le Maire, le plan du seul repreneur potentiel en course, le groupe belge Punch Powerglide, a toujours été jugé insuffisant par Ford, malgré d'ultimes améliorations.

Le constructeur américain a annoncé depuis qu'il consacrerait 20 millions d'euros pour l'aide à la réindustrialisation du site.

Dans son communiqué, la CGT reconnaît que "l'objectif est clair" et qu'il s'agit "de stopper la procédure de fermeture, d'empêcher Ford de licencier celles et ceux qui souhaitent garder leur boulot, de recréer ainsi les conditions qui permettraient de sauver l'usine et les emplois".

Le syndicat sollicite également "l'ensemble des collectivités territoriales et des pouvoirs publics de manière à coordonner le travail actuel en vue d'éviter la liquidation du site industriel".